**Argumentaire 1 - explication initiative - culture - économie - Suisse romande – sports**

**EXPLICATIF**

**Ce que dit vraiment l’initiative « No Billag »**

Plus que l’abolition de la redevance, elle:

* **interdit à l’Etat de subventionner la radio ou la TV, il ne sera donc pas possible d’utiliser les impôts pour le faire,**
* **interdit à l’Etat d’exploiter des programmes radio/TV,**
* **propose – et c’est le plus choquant – de vendre des concessions au plus offrant, permettant aux plus riches de dominer les médias les plus écoutés et regardés en Suisse.**

**En d’autres termes, si «No Billag» est acceptée, la Suisse s’interdit d’avoir des médias soutenus par la collectivité, d’avoir des voix et des images qui parlent d’elle à sa propre population.** La mission de service public serait supprimée. Le tout inscrit dans la Constitution, la loi fondamentale de notre pays.

**DÉVIATIF**

L’initiative ne laisse pas de place à la discussion sur le montant de la redevance, le mode de financement, les programmes ou la critique du manque d’indépendance des journalistes.

D’ailleurs, si vous avez des choses à dire à ce sujet, il y a deux solutions: utiliser l’organe de médiation voici le lien, <https://rtsr.ch/institution/organe-de-mediation/>, ou adhérer à l’une des sociétés cantonales/régionales de la SSR pour y exprimer votre avis (ce sont des sortes de conseils de spectateurs et auditeurs, <https://rtsr.ch/srt-cantonales/>).

Ne privez pas notre peuple d’avoir des radios et TV qui ne dépendent que de lui, et non des plus riches et des plus commerciaux, qu’ils soient suisses ou étrangers d’ailleurs.

**ARGUMENTAIRES DIVERS**

**L’initiative «No Billag» est dévastatrice…**

**pour la démocratie, l’économie et la Suisse romande**

**19 programmes de radio et de TV romands seraient supprimés**. Leurs faibles marchés économiques seraient à la merci d’une **invasion par des médias étrangers intéressés par des rentrées publicitaires supplémentaires mais qui ne contribueront en rien à la culture et l’économie locales.** Et dans les périphéries, la population n’entendra plus rien qui la concerne.

**La population romande ne paie que 23% des redevances totales collectées en Suisse mais ses médias bénéficient de 33% de ces moyens.** Les minorités linguistiques souffriraient donc le plus de pertes. La majorité des médias locaux subventionnés se trouvent dans leurs régions et ils ne survivront pas sans financement public: pour Canal 9 (Valais), la redevance couvre par exemple la moitié du budget. **Avec « No Billag », il n’y aura plus d’obligation légale d’avoir des prestations équivalentes dans toutes les régions.**

**Elle ferait disparaître au moins 13'500 emplois**, directs et indirects, dont 4000 en Suisse romande. La RTS est à elle seule en relation avec 3000 entreprises. **L’économie dépend d’une information impartiale qui contribue à la stabilité et donc au développement économique.** Les emplois indirects seraient perdus dans de nombreux secteurs, y compris dans le commerce local et chez les fournisseurs. Vous vous souvenez du traumatisme du «grounding» de Swissair? Cela concernait alors « seulement » 2'500 emplois directs.

**Avec la redevance, les citoyennes et citoyens s’assurent des médias qui sont contrôlés par la population, et non par le pouvoir politique ni l’administration étatique. L’existence de médias concessionnés nous protège des « fake-news » et autres excès de la concentration économique** qui fait rage dans le domaine des médias.

**pour la culture, l’audiovisuel, les arts de la scène**

**La production audiovisuelle suisse perdrait son plus grand soutien et les diffuseurs qui la font connaître au public.** Les 27 mio. mis dans les coproductions et les 13 mio. de commandes aux producteurs indépendants, soit **le tiers des moyens totaux disponibles, seraient perdus.**

La mission de service public comprend la contribution au développement de la culture. **Les médias sous concession sont indispensables à la visibilité des activités culturelles**, tant au niveau national et régional que local. **Tous les spectacles ont besoins de visibilité médiatique.** Ce ne seraient pas les grands médias étrangers qui rendrait compte de la diversité de la littérature, des spectacles, expositions et concerts de Suisse romande. **Notre partie du pays fleurirait-elle autant d’humoristes et de spectacles, de concerts et de musiciens sans ses médias?**

La grande majorité des émissions n’est pas rentable. **L’emprise commerciale appauvrirait l’offre.** Les domaines économiques fragiles comme la culture et l’actualité des régions à faible population seraient les premières victimes du goût du lucre. **Extrémiste, l’initiative ne laisse pas de place aux discussions sur les options concernant le mode financement ou les programmes.**

**pour le sport**

**On trompe le consommateur amateur de sports en faisant miroiter une économie par l’abolition de la redevance.** **Les médias privés vendent très cher l’accès aux manifestations-phares.** Des preuves? Pour voir le football en Italie, il faut débourser 1000 francs, et la seule Bundesliga coûte 400.- en Allemagne. En Suisse, les abonnements « sports » coûtent entre 300.- et 500.- par an hors promotions – et gageons que **ces prix prendraient la flèche si le public ne pouvait plus regarder le sport sur les chaînes publiques.**

**Les manifestations sportives dépendent des sponsors, et les sponsors veulent de la visibilité.** Les médias commerciaux se battent pour les droits sur les grands évènements pour les vendre au prix fort aux téléspectateurs. Mais ils ne couvriraient pas les autres évènements. **Fini le Tour de Romandie – et même diffuser la fête fédérale de la lutte ne serait pas rentable pour une télévision commerciale!** Des dizaines de disciplines sportives en pâtiraient, sans compter l’effet négatif sur la relève. **Grâce à l’existence de médias suisses financés par la redevance, on peut suivre les athlètes suisses, les manifestations sportives en Suisse et les grands rendez-vous internationaux - pour un franc par jour.**

**REFERENCES**

Texte de l’initiative soumise au vote le 4 mars 2018: <https://www.admin.ch/ch/f/pore/vi/vis454.html>

Constitution fédérale, définition de la mission de service public: <https://tinyurl.com/y82ddz2f>

Comité contre la disparition des radios et TV: [www.non-nobillag.ch](http://www.non-nobillag.ch)